

SOSLM457/12

9263

(1943)

A

Traité pour la délivrance de facilités de circulation
au Service Interministériel de Protection contre les
événements de guerre.

C.A. 21. 4.43 6 VII

Traité pour la délivrance de facilités de circulation au Service Interministériel de Protection contre
les événements de guerre.

QUESTION VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation au Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre.

P.V. (p.3) Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve le traité, passé dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Sténo (p.6) M. LE PRESIDENT.- Ce traité comporte la délivrance d'une

carte nominative en 1ère classe à parcours général avec réduction de 30% sur le tarif commercial des abonnements de même parcours et d'une carte impersonnelle en 1ère classe à parcours général, payée à plein tarif commercial? Il prévoit, en outre, la possibilité pour le personnel non muni de carte d'effectuer des voyages de service avec paiement différé au moyen d'un "Bon spécial de transport" dont le paiement nous sera réglé ultérieurement au tarif normal.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 avril 1943

VII - Traité pour la délivrance de facilités de
circulation au Service Interministériel de
Protection contre les événements de guerre.-

Pres
1

copy

14 avril 1943

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

Projet de traité avec M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour la délivrance de facilités de circulation au Service Interministériel de Protection contre les Evénements de guerre

-:-:-:-:-

Par décret du 12 février dernier a été institué auprès du Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un Service interministériel de protection contre les événements de guerre, dont le but est d'imprimer l'unité de direction et d'impulsion gouvernementale aux différents organismes publics ou privés chargés d'assurer la sécurité des personnes, la sauvegarde des biens, le fonctionnement des Services publics et le maintien de l'activité économique dans les parties du territoire soumises à des attaques aériennes ou terrestres.

M. LACOMBE, Préfet, nommé Chef de ce Service par décret du même jour, nous a demandé de conclure un contrat avec la S.N.C.F. en vue de la délivrance des facilités de circulation indispensables au fonctionnement de son Service.

Ces facilités auraient pu être incluses dans le récent Avenant passé avec le Ministère de l'Intérieur si le nouveau Service avait été créé plus tôt. La nécessité de cet Organisme, dans les circonstances présentes, justifie que nous lui consentions par traité spécial un régime analogue à celui de la Police et de l'Administration Préfectorale.

A la suite des négociations entamées avec M. LACOMBE, l'accord s'est réalisé sur les facilités de circulation suivantes :

1°- Une carte impersonnelle, en 1ère classe, à parcours général, au lieu de trois primitivement demandées. Cette carte serait payée, comme toutes les cartes de même nature accordées par traité, au plein tarif commercial et sans aucune réduction;

2°- Une carte nominative en 1ère classe à parcours général, pouvant être utilisée par le Chef du Service ou par son collaborateur immédiat, avec réduction de 30 % sur le tarif commercial des abonnements de même parcours, réduction déjà accordée pour les cartes

.....

nominatives de la Police et de l'Administration Préfectorale;

3°- La possibilité, pour le personnel non muni de cartes, d'effectuer des **voyages** de service avec paiement différé, au moyen du "Bon spécial de Transport" à échanger contre un billet sans paiement préalable. Ce système, qui comporte le règlement ultérieur et au tarif normal, des voyages effectués, a déjà été accepté par le Contrôle Général Economique et par la Direction des Prix pour le Cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix.

La recette annuelle au profit de la S.N.C.F. serait, sur ces bases, de 52.734 fr indépendamment de la somme à provenir des billets représentés par les bons de transport.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de traité ci-joint avec M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour la délivrance de facilités de circulation au Service Interministériel de protection contre les événements de guerre.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

TRAITE

ENTRE :

Le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, agissant au nom de l'Etat,
d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par MM. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et GRIMPRET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,

Vu l'article 16, § d du décret-loi du 12 novembre 1938

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er

La Société Nationale des Chemins de fer français délivrera, pour les besoins du Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre :

1°- une carte nominative, valable en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes, aux noms du Chef du Service ou de son collaborateur immédiat.

2°- une carte impersonnelle valable en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes pour "Un fonctionnaire du Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre" voyageant avec un ordre de mission délivré par le Chef du Service.

Article 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère de l'Intérieur versera à la S.N.C.F., pour chaque carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec un abattement de 30 % (trente pour cent) pour la carte nominative. Aucun abattement ne sera effectué sur la carte impersonnelle.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois

.....

de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F. à PARIS ou à VICHY, à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle, imputable au Ministère de l'Intérieur, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

Article 3

Le Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre bénéficiera en outre, dans les conditions ci-après, du règlement différé pour les transports en service de son Personnel.

Ces transports seront effectués sans paiement préalable contre remise d'un bon spécial de transport délivré par les autorités habilitées du dit service.

Ces bons, qui sont du modèle reproduit en annexe au présent traité devront indiquer :

- le service auquel devra être facturé le transport,
- les nom, prénoms et titre administratif du bénéficiaire et éventuellement, le nombre de personnes l'accompagnant,
- le parcours à effectuer, l'itinéraire à suivre et la classe de voiture à utiliser,
- et, le cas échéant, le poids des bagages à transporter aux frais du Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre.

Ils sont valables pour un seul voyage. Dans le cas d'un trajet aller et retour, il devra être établi deux bons, valables, l'un pour le trajet d'aller, l'autre pour le trajet de retour.

De plus, pour permettre l'application aux transports de personnes des réductions prévues en faveur des familles nombreuses et des réformés de guerre, le service émetteur des bons portera, le cas échéant, sur ces pièces, l'une des mentions :

"carte famille nombreuse n°..... x % de réduction",
"carte d'invalidité n°..... x % de réduction".

En échange de ces bons, préalablement signés par le titulaire, la gare de départ délivrera à l'intéressé un billet pour la classe de voiture indiquée sur le bon, valable pour tous les trains comportant des voitures de cette classe, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires.

Les transports dont il s'agit seront taxés aux conditions et prix des tarifs commerciaux.

..... Leur règlement aura lieu postérieurement à leur exécution à la

demande de la S.N.C.F. par les soins du Ministère de l'Intérieur. Pour l'exécution de ce règlement, la S.N.C.F. produira, à l'appui de ses factures, les bons de transport justificatifs.

Sur le vu de ces pièces et dans les 30 jours de leur remise, le Ministère de l'Intérieur ordonnancera un acompte égal aux 5/8èmes du montant des titres de créance, le paiement du solde devant intervenir dans le délai de 60 jours à courir du dépôt de ces titres.

Passé ce délai, tout retard dans le règlement imputable à l'Etat donnera lieu, de plein droit, au versement à la Société Nationale des Chemins de fer Français d'intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration du délai de 60 jours sus visé.

Article 4

Les divers avantages consentis par la présente Convention tiennent compte du concours que le Service interministériel de protection contre les événements de guerre assurera à la S.N.C.F. en lui fournissant notamment tous renseignements qui pourraient lui être utiles dans les conditions à fixer d'un commun accord entre les services intéressés.

Article 5

Le présent Traité expirera le 31 décembre 1943. Il continuera par tacite reconduction, d'année en année, chacune des parties contractantes étant libre de le résilier en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

Fait en triple exemplaire, dont un pour le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un pour la Société Nationale des Chemins de fer français et un pour l'Enregistrement, à PARIS, le

Le Chef du Gouvernement,
Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Intérieur,

Pour la Société Nationale des
Chemins de fer Français,

Le Président
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

ETAT FRANCAIS

Ministère de l'Intérieur

Transport du personnel du Service Interministériel de
Protection contre les Evénements de guerre

BON SPECIAL DE TRANSPORT

N°..... à échanger à la gare de départ
contre un billet CC.139 R qui sera
délivré

Nombre (☐ 1° cl.
de) ☐ 2° cl.
Voyageurs (1)) ☐ 3° cl.

SANS PAIEMENT PREALABLE

Talon
réservé à
l'Administra-
tion qui émet
le bon et sur
lequel elle
portera les
indications
qu'elle ju-
gera utiles.

M.....
(nom, prénoms, qualité)
se rendra de.....
via.....
accompagné de (1)... personne
arrêté autorisés(1).....
valable jusqu'au.....

Catégorie :.....
à.....
pour.....

Le titulaire a droit au
transport sans paiement de...kg
de bagages

Motif du voyage

A....., le.....
(Désignation de l'Administration
qui émet le bon
signature et cachet)

Signature du Titulaire

Timbre à date de la gare :
de départ :

=====

OBSERVATIONS - Le présent bon n'est pas un titre de transport,
il doit être échangé obligatoirement à la gare
de départ contre un billet C.C. 139 R. Il doit
être signé par le titulaire.

retirer par la gare de départ et à adresser en fin de mois
à la Subdivision du Contrôle des Recettes Voyageurs à l'appui
du décalque du billet C.C. 139 R.

PARTIE RESERVEE AU CONTROLE S.N.C.F.

(1) Biffer la mention
inutile

format 135 X 165